



<b>Document</b>	<b>RAPPORT DE SYNTHÈSE DE L'ATELIER REGIONAL DE MI-PARCOURS DU PROJET APRAO</b>
<b>Projet</b>	<b>Amélioration de la Production de Riz en Afrique de l'Ouest GCP/RAF/453/SPA</b>
<b>Date</b>	11 juin 2012
<b>Auteurs</b>	FAO-SFW, FAOR-Côte d'Ivoire

## 1. INTRODUCTION

Les 31 mai et 1<sup>er</sup> juin 2012, au NSAHOTEL, à Grand-Bassam, en Côte d'Ivoire (CI), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a organisé, en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture de Côte d'Ivoire, un Atelier régional sur le thème « **Etat d'Avancement du Projet "Amélioration de la Production de Riz en Afrique de l'Ouest en Réponse à la Flambée des Prix des Denrées Alimentaires (APRAO)" et Réflexions sur les Perspectives** ». Annexe : Agenda

L'atelier avait pour objectifs principaux de : (i) Discuter des résultats obtenus par le projet et du plan de travail 2012-2013, (ii) Réfléchir sur les perspectives à court et à moyen termes du projet, (iii) Réfléchir sur l'opportunité d'un programme régional d'Amélioration de la Production et de la Productivité du Riz en Afrique de l'Ouest dans le cadre de la lutte contre l'insécurité alimentaire dans la sous-région en capitalisant les bonnes pratiques de l'APRAO pour sa continuité.

La cérémonie d'ouverture de l'atelier s'est déroulée sous la présidence du Directeur de Cabinet Adjoint, représentant son Excellence Monsieur le Ministre de l'Agriculture de la Côte d'Ivoire, en présence de son Excellence Monsieur l'Ambassadeur du Royaume d'Espagne, du Coordinateur sous-régional de la FAO pour l'Afrique de l'Ouest (SFW), du Sous Préfet, représentant le Préfet de Grand Bassam, du Représentant du Maire de la Ville de Grand Bassam, du représentant du roi de Moossou, des Représentants de la FAO des pays bénéficiaires de l'APRAO (Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal), du Fonctionnaire Technique Principal du Bureau de l'Assistant au Directeur Général, Département de l'Agriculture et de la Protection des Consommateurs (AGD) et d'autres fonctionnaires de la FAO de Rome, du Représentant Technique Régional de AfricaRice, des Directeurs Généraux de l'Agence Nationale de Développement Rural (ANADER) et de l'Office National de Développement du Riz (ONDR), du représentant du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH), des représentants des partenaires au développement dont celui de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), du représentant du Fonds Interprofessionnel de Recherche et de Conseil Agricoles (FIRCA), des représentants des collectivités territoriales de Grand-Bassam.

L'atelier a aussi enregistré la présence de plusieurs autres participants : le Coordonnateur Technique Régional de l'APRAO, le Coordonnateur Régional de l'Initiative Eau et Sécurité Alimentaire en Afrique (IESA), les Assistants au Représentant, chargés de programmes de

la FAO, les Coordonnateurs et les Assistants Techniques du projet APRAO des cinq pays bénéficiaires, des représentants des producteurs de semences, des Représentants de la société civile et des Départements ministériels techniques, les différents Consultants et experts de la FAO SFW et de la FAOR CI ainsi que des membres de la presse publique et privée.

Le Gouvernement de l'Espagne, à travers son Agence de Coopération Technique Internationale pour le Développement (AECID) et la FAO, a accepté de financer pour Cinq Millions de dollars US pendant trois (3) années (2010-2012), ce projet régional pour contribuer à la sécurité alimentaire et au premier 'Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD1) par l'accroissement durable de la production rizicole dans cinq (5) pays de la région à savoir la Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal.

En effet, le riz constitue une des céréales les plus consommées en Afrique sub-saharienne. Cependant 40 à 50% du riz consommé en Afrique de l'Ouest sont importés. Malheureusement, les stocks mondiaux riz sont à leur niveau le plus bas depuis 1983/1984 et les pays africains ne pourront plus, à terme, compter sur les importations de l'Asie pour nourrir leur population croissante. Aussi, les émeutes des populations pour protester contre la flambée des prix des denrées alimentaires dans plusieurs villes d'Afrique en 2007 et 2008 avaient fini d'obliger les différents gouvernements du continent à rechercher des mesures d'urgence, souvent avec l'assistance de partenaires au développement, pour assurer un approvisionnement rapide en céréales notamment en riz afin de juguler la crise.

Cet important atelier régional, à moins d'une année de la clôture du projet, a permis de partager les résultats obtenus et les difficultés rencontrées à moins d'une année de la clôture afin de mieux ajuster les actions à venir aux besoins des bénéficiaires. Aussi, les aspects liés à la communication, aux synergies et aux partenariats qui constituent les piliers de la stratégie de mise en œuvre des activités du programme ont fait l'objet de riches présentations et d'échanges fructueux dans le but de rendre plus efficiente et efficace la mise en œuvre du projet. L'appropriation par les parties prenantes bénéficiaires et la durabilité n'ont pas été occultées au cours des débats très riches en enseignements.

Les différentes sessions ont permis d'approfondir et d'ajuster le plan d'action à court terme d'ici la fin du projet et de proposer une perspective régionale (pays de la CEDEAO et la Mauritanie), pour l'amélioration de la productivité et de la production du riz en Afrique de l'Ouest qui sera fondée sur les stratégies et les acquis de l'APRAO.

Les participants ont fait un certain nombre de recommandations qui seront la base d'une feuille de route pour la mise en œuvre des actions pour la période restante de l'APRAO et pour l'élaboration du nouveau programme régional.

## **2. RESULTATS A MI-PARCOURS DE L'APRAO**

Cette session a commencé avec une présentation du Coordonnateur Technique Régional du projet articulée autour de la chaîne de valeurs, la stratégie de mise en œuvre, les synergies et les partenariats nécessaires. Cette présentation a permis aux différents participants d'être plus imprégnés de l'approche stratégique qui caractérise l'APRAO, qui repose sur les trois piliers suivants : (i) l'approche chaîne de valeur du riz (étude et ciblage des maillons les plus faibles dans chaque pays) ; (ii) un mode opérationnel qui implique la participation des bénéficiaires (choix des sites et des bénéficiaires basé sur le potentiel de chaque site, sur l'engagement des organisations de producteurs, et sur la possibilité de synergie avec d'autres partenaires techniques avec une attention particulière à l'aspect genre) ; (iii) l'exploitation des synergies et des partenariats (identification et collaboration avec des structures intervenant dans la filière riz et répondant aux critères d'un partenariat

dit « *gagnant – gagnant* » et dynamique ; (iv) la définition des actions précises à développer par rapport à chaque maillon de la chaîne de valeur du riz.

Quelques dysfonctionnements dans l'exécution du projet au niveau de certaines composantes nationales ont également été relevés, dus en grande partie à une méconnaissance du projet et de ses enjeux et faute d'application de la stratégie de mise en œuvre du projet, qui, définie par la coordination régionale, a pourtant été adoptée par tous les acteurs du projet.

Les résultats du projet ont été présentés sur la base des bilans des réalisations et de l'étude de capitalisation des résultats menés dans les cinq pays. Les bilans ont été présentés par les Coordonnateurs nationaux ; les éléments saillants sont reportés ci-dessous :

1. La **Mauritanie** a eu des résultats très positifs vis-à-vis de la production de semences de pré-base, base, et certifiées. Ceci a été rendu possible principalement grâce à l'œuvre de sensibilisation à l'encontre de l'autorité de tutelle, le Ministère du Développement Rural (MDR) qui a alloué un montant de 200 millions MRO (environ l'équivalent de 670 000 dollars US) pour sécuriser la production des semences issues de parcelles agréées.
2. Au **Sénégal**, l'apport en intrants du projet sous forme de fonds de roulement a contribué à améliorer la capacité de gestion d'entreprises semencières de la part des organisations de producteurs. De plus, l'appui budgétaire apporté à l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA) a permis de sécuriser la production de semences de pré-base.
3. Au **Mali**, des progrès importants ont été enregistrés dans le cadre de la gestion et de l'organisation du système de production de semences. Le renforcement des capacités du Laboratoire Semencier national (LABOSEM), l'unique laboratoire du pays en matière d'assurance qualité et de certification des semences, est désormais capable, grâce à l'appui du projet, de contrôler la totalité des semences soumises. Ce résultat reste d'importance capitale car il renforce les capacités dudit laboratoire à faire face à ses missions.
4. **Au Niger**, le succès du système d'encadrement et d'appui-conseil a été salué : plus de 449 bénéficiaires ont eu un accès aux services de vulgarisation par le biais du réseau et de l'approche Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs des cultures à travers les Champs-Ecoles des Producteurs (GIPD/CEP) inlassablement promue par le projet APRAO.
5. Les activités en **Côte d'Ivoire**, retardées par la crise post-électorale ont démarré à travers des ateliers de formation et des remises de motoculteurs, en vue de renforcer les capacités des acteurs du système semencier.

Néanmoins, des problèmes et des contraintes ont été mentionnés qui empêchent ou ralentissent le bon déroulement des activités, tels que : le retard de mise en œuvre de certaines actions du fait du démarrage tardif du projet, le déficit pluviométrique en 2011 qui a impacté négativement sur la production de riz, les attaques aviaires persistantes, certaines lenteurs dans les procédures administratives qui retardent la mise en œuvre des activités ou l'achat d'équipements ou le recrutement, l'ancienne crise politique en Côte d'Ivoire et la crise actuelle au Mali.

La capitalisation des résultats a été présentée par l'Expert en suivi et évaluation de la FAO-SFW qui a coordonné l'étude menée dans chaque pays par un consultant national recruté par la FAO en suivant une démarche participative systématique et en combinant les approches qualitatives et quantitatives, à savoir : analyse documentaire, entretiens et

rencontres avec les principaux acteurs, organisation de focus groupes et observations sur le terrain. Les résultats de cette étude ont été classifiés en sept (7) volets, qui illustrent chacun un aspect de la chaîne de valeurs du riz : (i) Aspects macroéconomiques et transversaux de la chaîne de valeur du riz ; (ii) Gestion et organisation du système de production de semences ; (iii) Production de semences de base et pré-base ; (iv) Système d'encadrement et d'appui-conseil ; (v) Multiplication et production de semences certifiées ; (vi) Production de riz paddy de qualité ; (vii) Transformation et commercialisation du riz paddy. Pour chacun des volets, le degré de réalisation des résultats est quantifié sur une échelle à quatre échelons : 1. « Pas ou résultats infinitésimaux » ; 2. « Très peu de résultats et changements » ; 3. « Résultats et changements moyens » et 4. « Résultats et changements très positifs et significatifs ».

Le volet le plus avancé est le second, la « Gestion et organisation du système de production de semences » où le projet a obtenu des résultats incontestables, à l'exception de la Côte d'Ivoire du fait du retard accusé par le démarrage des activités. Le volet pour lequel les résultats sont les plus faibles est celui de la « transformation et la commercialisation du riz ». Des actions isolées ont été accomplies, mais de façon générale, on peut affirmer qu'aucun pays n'a enregistré de résultats significatifs pour ce volet.

Pour chacun des volets et pays, les résultats évalués sont résumés dans les paragraphes qui suivent.

1. **Aspects macroéconomiques et transversaux de la chaîne de valeur du riz** : C'est un des aspects qui a le moins enregistré de résultats. Dans une moindre mesure, en Mauritanie le projet a pris en charge la problématique de la fonctionnalité des aménagements et la maîtrise de l'eau dans les périmètres irrigués. Au Niger, même si le projet a favorisé la mise à jour de l'état des lieux de la riziculture et des données statistiques sur le riz, il n'y a pas de résultats pour la mise en valeur du potentiel irrigable et une meilleure gestion de l'eau d'irrigation.
2. **Gestion et organisation du système de production de semences** : Le projet a eu des résultats très importants dans ce volet dans tous les pays sauf en Côte d'Ivoire. Au Mali, des progrès importants sont enregistrés qui ont contribué à une meilleure compréhension de la démarche de production de semences certifiées et qui attestent également de l'évolution qualitative du système. Il est important de noter surtout le renforcement des capacités de LABOSEM, seul laboratoire en matière d'assurance qualité et de certification des semences du pays a désormais la capacité de contrôler la totalité des semences soumises. En Mauritanie, l'instauration d'un cadre de concertation régulière et le processus de révision de la législation semencière et son harmonisation avec celle de l'espace CEDEAO/CILSS ont été déterminants dans le règlement du problème de dysfonctionnement du système de contrôle semencier. Au Niger, les procédures d'inspection, de certification et d'exercice de la fonction de producteur de semences sont mieux comprises et appliquées aussi bien sur les cultures pluviales que sur la culture du riz irrigué. Au Sénégal, d'importants changements ont été notés, parmi lesquels : une prise de conscience des utilisateurs et producteurs de semence, un meilleur accès à la semence de qualité au niveau local, une fréquence plus élevée des visites sur les parcelles semencières, un choix plus judicieux des variétés adaptées par rapport à chaque localité.
3. **Production de semences de base et pré-base** : Des résultats importants ont été notés au Sénégal et en Mauritanie dans ce volet. Dans les autres pays, à savoir au Niger, au Mali et en Côte d'Ivoire des efforts restent à faire pour renforcer l'utilisation des semences de qualité de variétés améliorées, même s'il faut noter qu'au Niger d'importantes actions de multiplication de ces semences sont en cours à l'Institut National de Recherche Agronomique du Niger (INRAN) sur le thème « Régénérescence

de matériels génétiques (souches, pré-base et base homologués au Niger » avec l'appui du projet. Au Sénégal, avec l'appui budgétaire de l'APRAO intervenu dans le cadre d'un accord de partenariat signé le 22 août 2011, l'ISRA est parvenu à augmenter ses capacités de production de semences de pré-base de qualité. On parle même de facilitation de production de semences de pré-base voire d'un excédent de semences. En Mauritanie, les résultats concernant le renouvellement des "souches vieillissantes" auprès d'AfricaRice, le renforcement des semences de pré-base auprès de l'ISRA (Sénégal) et l'introduction de 16 variétés (Sahel et NERICA) déjà homologuées dans la sous-région constituent de bonnes pratiques dans les échanges entre pays et en termes de renforcement des synergies au niveau sous-régional.

4. **Système d'encadrement et d'appui-conseil** : Des résultats positifs ont été enregistrés au Niger, au Mali et en Mauritanie. Des efforts restent à fournir au Sénégal et en Côte d'Ivoire. La formation des producteurs/productrices, aussi bien pour la production de semences que pour la production de paddy, se fait essentiellement par la méthode des champs écoles producteurs (CEP), en étroite collaboration avec le projet Gestion intégrée de la production et des déprédateurs (GIPD) de la FAO . Les résultats ont pu être obtenus grâce à l'intégration de l'approche CEP/GIPD. Les améliorations les plus importantes ont été obtenues quand le système CEP/GIPD a été mieux adopté par les services d'appui-conseils réguliers dans les zones d'intervention avec une forte utilisation de producteurs locaux relais pour la démultiplication des connaissances et dans le cadre d'une synergie.
5. **Multiplication et production de semences certifiées** : Dans ce volet, des résultats importants ont été enregistrés au Sénégal, en Mauritanie et dans une moindre mesure au Mali. Des efforts restent à faire en Côte d'Ivoire et au Niger. Il est noté que les résultats positifs sont d'autant plus importants que les producteurs s'approprient mieux des techniques culturales à travers les CEP/GIPD, ainsi que celles de la maîtrise de l'eau, et qu'ils assurent une meilleure gestion et une pérennisation des fonds de roulement. La professionnalisation des Organisations Paysannes (OP), productrices de semences certifiées est aussi un autre facteur déterminant des résultats positifs. Le rôle de l'Etat dans la régulation de cette production et son appui pour faciliter l'achat des semences contribuent à renforcer la confiance des OP et leur engagement dans la production de bonnes semences certifiées (cas de la Mauritanie).
6. **Production de riz paddy de qualité** : Dans ce volet, des progrès positifs ont été enregistrés au Sénégal, en Mauritanie et au Mali. Des efforts restent à faire en Côte d'Ivoire et au Niger. Dans les zones d'intervention du projet où le CEP/GIPD a le mieux fonctionné, le rendement a augmenté d'au moins de 25% et est supérieur à celui des zones non touchées par le projet. La disponibilité des semences certifiées et leur accès grâce à une meilleure gestion des fonds de roulement constituent, dans certains pays, des facteurs ayant contribué à renforcer la productivité du riz paddy. Des difficultés existent encore dans les systèmes irrigués là où les aménagements ne fonctionnent pas bien et où il y a des contraintes d'accès aux intrants, suite à des insuffisances dans la gestion des fonds de roulements.
7. **Transformation et commercialisation du riz paddy** : C'est un des maillons faibles de la chaîne de valeurs du riz et du projet dans les différents pays même si des actions isolées ont été enregistrées mais qui n'ont pas produit de résultats significatifs.

La Mauritanie a enregistré les meilleurs résultats, avec six volets sur sept classifiés comme ayant des « résultats et changements moyens » ou des « résultats et changements très positifs et significatifs ».

Les participants ont apprécié positivement les présentations et ont salué les résultats positifs enregistrés malgré les retards dans le démarrage. L'étude de capitalisation des résultats a été très positivement reçue dans sa démarche par les participants, et la synthèse dérivant de cette étude a permis, d'après les participants, de mettre en lumière certains acquis très importants ainsi que les principales faiblesses auxquelles devra apporter une solution avant la fin du projet.

L'atelier a ainsi souhaité fortement que les résultats de cette étude puissent être pris en compte pour améliorer la mise en œuvre du programme dans sa période restante. Aussi, il a été souhaité que les résultats enregistrés par le Programme d'appui à la commercialisation des produits agricoles, financé par le Gouvernement de l'Italie dans certains pays de l'Afrique de l'Ouest à travers la FAO, soient pris en compte pour renforcer le volet commercialisation de la chaîne de valeur du riz.

Concernant les difficultés administratives et financières dans la mise en œuvre du projet, le Coordonnateur sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest de la FAO a demandé, en marge de l'atelier, une rencontre du Senior Management (FAOR) avec les Coordonnateurs dans le but de lever les contraintes soulignées en tenant en compte des spécificités de chaque pays.

### **3. COMMUNICATION, PARTENARIATS ET SYNERGIES**

Les différents aspects abordés ici lors de cet atelier ont concerné : la nouvelle initiative FAO Produire Plus avec Moins (Save and Grow), la Stratégie de communication de l'APRAO et le Système de gestion de l'information sur la production et la commercialisation des semences.

- **Produire plus avec moins, l'intensification durable de la riziculture**

Le Fonctionnaire Technique Principal du Bureau de l'Assistant au Directeur Général, Département de l'agriculture et de la protection des consommateurs (AGD) de la FAO–Rome a présenté la vision de la FAO pour nourrir une population mondiale en forte croissance : l'intensification durable de la production agricole (Save and Grow ou Produire plus avec moins). La mise en œuvre de cette vision doit suivre une approche de chaîne de valeur et éviter la duplication des efforts à travers l'identification et la collaboration avec les partenaires pertinents. L'exploitation des synergies avec ces acteurs qui ont des avantages comparatifs doit être la démarche de travail habituelle, comme c'est le cas de l'APRAO.

Les discussions qui ont suivi cette présentation ont porté sur l'importance de renforcer les échanges avec les FAOR à travers les CPF (Country Program Framework), les coordinations nationales et les PTF (Partenaires Techniques et Financiers) dans les différents pays afin d'aborder les possibilités d'appui financier pour une seconde phase du programme APRAO. Aussi, l'importance de la prise en compte de la dimension environnementale et de la durabilité dans l'utilisation des ressources naturelles ainsi que de l'aspect genre a été soulignée par les participants.

Les participants ont aussi souligné le fait que cette stratégie est plutôt une capitalisation de ce que la FAO fait depuis plusieurs décennies et non une nouvelle création, et ont insisté sur le besoin de mettre en valeur les innovations technologiques capitalisées pour la mise en œuvre de cette stratégie.

- **La Stratégie de communication de l'APRAO**

L'Experte en communication de l'APRAO a présenté les défis en matière de communication : notamment une connexion internet pas toujours fiable, des canaux de communication souvent non connus par les acteurs, des rôles et responsabilités souvent peu clairs, le

manque de sensibilisation et donc de motivation des bénéficiaires à partager leurs connaissances.

Dans la nouvelle démarche qui sera promue avant la fin du projet, l'objectif de la Stratégie de communication de l'APRAO est de donner de la visibilité aux approches, aux synergies, aux activités et aux acquis et résultats et spécifiquement de promouvoir l'intensification durable de la production rizicole, de l'approche basée sur le partenariat et les synergies pour une chaîne de valeur plus performante. Le site web du projet ([www.fao.org/ag/aprao](http://www.fao.org/ag/aprao)) sera mis à jour en suivant cet objectif.

Les participants ont salué l'idée de mise en œuvre de cette stratégie de communication pour mettre en lumière les résultats du projet à travers le renforcement du partage de l'information pour mieux promouvoir la stratégie du projet basée sur les partenariats et les synergies sur la chaîne de valeur du riz dans les différents pays et au niveau régional.

Une préoccupation qui est ressortie des différentes interventions est de mettre en avant les résultats et d'éviter d'axer la communication sur les actions ou activités du programme seulement. Aussi, les participants ont souhaité que cette stratégie soit mieux articulée avec les stratégies de communication au niveau national et au niveau sous-régional d'Afrique de l'Ouest.

- **Le Système de gestion de l'information sur la production et la commercialisation des semences**

L'Experte en communication a aussi présenté les résultats de la mission de pré-évaluation pour la mise en place d'un Système de gestion de l'information sur la production et la commercialisation des semences. Une première phase sera lancée en Côte d'Ivoire, qui utilisera aussi la technologie mobile qui est désormais de facile accès pour les producteurs de semences. L'Experte a mis en évidence l'importance de l'utilisation de la technologie mobile, qui présente un avantage comparatif en Afrique, et le besoin de renforcement de l'existant en matière de système d'information notamment le processus de collecte de données et de leur diffusion de la périphérie vers le centre et vice versa.

Après la présentation, les participants ont discuté de la nécessité d'impliquer les structures nationales à la phase pilote en Côte d'Ivoire, et de l'importance de sensibiliser les producteurs sur les avantages de fournir les données. Aussi, les participants ont insisté sur la nécessité de prendre en compte les initiatives en cours initiées par les Etats, notamment le e-agriculture.

- **L'Office National pour le Développement du Riz**

Le Directeur Général de l'ONDR a présenté la Stratégie Nationale de Développement de la Filière Riz de la Côte d'Ivoire (SNDR 2012-2020). Un modèle est proposé pour sa mise en œuvre et s'appuie sur une organisation spatiale avec d'une part des pools de développement du riz et d'autre part un regroupement de ces pools en zones rizicoles.

Dans chaque pool, des relations contractuelles seront établies entre le transformateur et les producteurs afin que les besoins d'intrants et l'achat au comptant du paddy des producteurs soient assurés par le transformateur qui garanti ainsi l'approvisionnement de son usine en paddy. L'ensemble du territoire ainsi découpé en pools sera divisé en quatre « zones rizicoles » qui seront chacune sous l'appui direct des partenaires techniques et financiers (sociétés privées internationales) ayant une surface financière importante avec une longue expérience du négoce international du riz.

Le Directeur Général de l'ONDR a salué la qualité et les réussites du projet APRAO et a communiqué que l'ONDR serait prête à s'approprier l'APRAO. Les participants ont par la suite souligné la nécessité pour le projet APRAO de s'arrimer à la SNDR de Côte d'Ivoire,

dont la mise en œuvre est assurée par l'ONDR, en actualisant son plan d'action 2012 pour le rendre plus réaliste, sur la base des ressources encore disponibles et la probabilité d'aboutir à des résultats concrets et significatifs avant la fin du projet prévue pour le 31 décembre 2012.

#### **4. PERSPECTIVES DU PROJET A COURT TERME**

Les Assistants techniques nationaux du projet APRAO ont présenté le plan de travail 2012. Le démarrage tardif des activités dans tous les pays, avec des retards d'environ un an, a réduit de façon significative le nombre de mois disponibles pour finaliser les activités.

Les participants ont axé leurs interventions sur la formalisation des partenariats et l'appropriation du projet par les bénéficiaires et les parties prenantes et les ont identifiées comme des facteurs très importants pour assurer la continuité du projet.

Les différents pays ont été encouragés à rechercher des bailleurs intéressés par le projet. Plusieurs discussions sur la continuité du projet après décembre 2012 ont eu lieu et les participants ont émis le souhait d'étendre la période de mise en œuvre restante du projet au delà de décembre 2012. La prise en compte des acquis et contraintes présentés par l'étude de capitalisation des résultats de l'APRAO est très fortement souhaitée pour réviser les programmes de travail dans les différents pays.

#### **5. PERSPECTIVES A MOYEN TERME**

Le Coordonateur Technique Régional a partagé ses réflexions sur l'après APRAO à travers la présentation d'un programme sous-régional plus global et inclusif formulé par lui-même et ayant pour objectifs principaux de : (i) Promouvoir l'utilisation de semences de qualité et sécuriser la production de semences certifiées de riz pour une riziculture performante et durable dans la sous-région ; (ii) Réaliser les potentialités de productivité et de production des principaux systèmes de production de riz dans la sous-région, notamment la riziculture pluviale, la riziculture de bas-fonds et la riziculture irriguée ; (iii) Promouvoir la qualité du riz local pour une commercialisation profitable ; (iv) Promouvoir le développement de marchés pour le riz local, (v) Promouvoir et renforcer le rôle des femmes dans l'amélioration de la production de riz en Afrique de l'Ouest.

Il s'agira d'un programme essentiellement de développement et non d'urgence, qui capitalisera les résultats de l'APRAO et dont la conception et l'exécution se feront dans le cadre des stratégies nationales des différents pays et la stratégie régionale de la CEDEAO. L'atelier a proposé que la FAO et la CEDEAO (plus la Mauritanie) soient les initiateurs d'un tel programme et d'installer dès à présent un dialogue entre la FAO, la CEDEAO (plus la Mauritanie) et les Partenaires Techniques Financiers (PTF) pour discuter des détails d'une initiative conjointe FAO-CEDEAO sous la forme de programme sous-régional.

Ce programme a acquis l'adhésion de tous les participants qui ont contribué par leurs interventions à l'enrichissement de l'approche. Il a été retenu que la prise en compte de la capitalisation des résultats de l'APRAO et de sa stratégie sera déterminante dans l'élaboration du nouveau programme. Aussi, la mise en œuvre d'ores et déjà d'une stratégie de mobilisation des ressources est très importante par l'implication des PTF et la recherche de leur engagement à accompagner ce nouveau programme important.



## 6. RECOMMANDATIONS

Niveau	Recommandations
<b>Coordination régionale</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Renforcer l'appui technique de la part de la Coordination régionale aux composantes nationales.</li> <li>2. Assurer une meilleure prise en compte de la dimension transformation et commercialisation.</li> <li>3. Assurer une meilleure approche des échanges d'expériences entre les différents pays notamment en ce qui concerne les semences, l'adoption de l'approche GIPD par les structures d'appuis conseils, la pérennisation des fonds de roulement.</li> <li>4. Renforcer les synergies avec le projet IESA pour une meilleure prise en compte de la dimension maîtrise de l'eau et l'exploitation du potentiel existant dans les différents systèmes de production.</li> <li>5. Procéder à l'élaboration d'une proposition de programme sous-régional, et initier sans tarder les discussions avec la FAO et la CEDEAO et les PTF en vue d'un accord sur le principe d'un programme sous-régional pour une amélioration globale et durable de la production de riz en Afrique de l'Ouest et des modalités de son élaboration et de sa mise en place</li> <li>6. Envisager l'implication du secteur privé dans l'élaboration et l'exécution d'un tel programme.</li> <li>7. Mettre en place et exécuter dans les plus brefs délais possibles une stratégie efficace de mobilisation des ressources au niveau régional et sous-régional.</li> <li>8. Mettre en place un meilleur système de S&amp;E au niveau national et régional pour un meilleur suivi de la chaîne de valeur, des actions et un meilleur rapportage sur les résultats et la mesure des effets et impacts (EB)</li> <li>9. Mener la réflexion sur la capitalisation des résultats, la durabilité et la pérennisation du projet;</li> <li>10. Retenir comme indicateurs de performance du projet : le coût de production, le pourcentage de producteurs ayant accès à des semences de qualité et à des financements, et le pourcentage des femmes représentées dans la filière riz.</li> <li>11. Intégrer le système d'information proposé dans le cadre de e-agriculture, notamment en consultant toutes les parties prenantes dans un atelier organisé à cet effet et en mettant en œuvre une phase pilote en Côte d'Ivoire pour le riz.</li> <li>12. Elaborer un document présentant les résultats et les leçons apprises à travers le projet en vue de supporter la stratégie de mobilisation des ressources auprès des bailleurs.</li> <li>13. Recruter des experts genre par le projet afin de consolider les acquis dans ce domaine.</li> <li>14. Produire dans les plus brefs délais possibles une note conceptuelle du programme régional proposé et la feuille de route pour son élaboration en relation avec les différents pays</li> </ol>
<b>Représentations FAO dans les pays</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Faire un plaidoyer auprès des représentants de bailleurs de fonds au niveau national pour trouver les financements du nouveau programme sans attendre la fin de l'APRAO.</li> <li>2. Envisager l'implication du secteur privé dans l'élaboration et la mise en</li> </ol>

Niveau	Recommandations
	<p>œuvre du futur programme sous-régional au niveau national.</p> <p>3. Mettre en place et exécuter la stratégie efficace de mobilisation des ressources au niveau national.</p>
<b>Côte d'Ivoire</b>	<p>1. Mettre en place de manière effective le Comité de Pilotage du projet avant fin juin 2012 afin de faciliter l'implémentation du projet au cours du deuxième semestre 2012.</p> <p>2. Actualiser pour exécution le plan d'action sur la base des résultats de capitalisation des résultats, du temps qui reste du projet et des ressources encore disponibles pour donner de l'efficacité au projet avant sa fin en décembre 2012.</p> <p>3. Adopter et appliquer les principes directeurs de la stratégie de mise en œuvre du projet tels que définis par la coordination technique régionale dans la conduite des activités au niveau national</p> <p>4. Solliciter la prolongation du projet au delà du 31 décembre 2012.</p>
<b>Mali</b>	<p>1. Renforcer les appuis déjà en cours à l'encontre du service semencier national et du laboratoire semencier national ainsi que des structures connexes de la Direction de l'Agriculture afin de booster la production de semences R1 et R2.</p> <p>2. Faire le plaidoyer auprès de l'Etat et des partenaires pour la prise en charge de la production de semences de pré-base de qualité dont le processus est couteux.</p> <p>3. Pérenniser l'activité de certification de semence en partenariat avec LABOSEM en renforçant les capacités du laboratoire.</p> <p>4. Appuyer les producteurs dans la pérennisation des fonds de roulement pour qu'ils puissent facilement s'approvisionner en intrants (semences et engrais).</p>
<b>Mauritanie</b>	<p>1. Faciliter la mise en place d'infrastructures socio-économiques de base (magasins, aires de stockage) et poursuivre les mesures permettant de sécuriser l'écoulement des semences certifiées.</p> <p>2. Faciliter l'élaboration d'une politique semencière dans les plus brefs délais possibles.</p> <p>3. Capitaliser les acquis de la GIPD et l'étendre au profit d'un plus grand nombre de producteurs/productrices.</p> <p>4. Poursuivre l'appui aux coopératives féminines pour une meilleure prise en compte de la dimension genre dans la production du riz.</p> <p>5. Renforcer les capacités des coopératives à tenir la comptabilité des exploitations.</p>
<b>Niger</b>	<p>1. Renforcer les synergies et le partenariat avec les services d'appui-conseil et les OP autour de la CEP/GIPD pour une meilleure expansion et appropriation des acquis.</p> <p>2. Faire le plaidoyer pour que l'Etat et ses partenaires s'engagent à accélérer le processus de réhabilitation des périmètres rizicoles pour améliorer les superficies mises en valeur.</p>

<b>Niveau</b>	<b>Recommandations</b>
<b>Sénégal</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Accélérer l'élaboration de fiches techniques de la riziculture pluviale par l'ISRA.</li> <li>2. Renforcer les capacités des OP de la zone pluviale en gestion des organisations en vue de promouvoir en particulier la sécurisation des semences produites.</li> <li>3. Poursuivre les formations en GIPD/CEP au niveau de l'ensemble des OP des producteurs de paddy centrées sur les OP de la zone de riziculture pluviale.</li> </ol>